**Communiqué de presse d’Evelyne SANTORU-JOLY – Conseillère Départementale – Groupe Communistes et Partenaires**

* **JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES–**

**8 MARS 2017**

**Le 8 mars,** journée internationale des droits des femmes, loin d’être un symbole et de n’être qu’une journée pour la femme est une date qui prend ses racines dans l’histoire des luttes [féministes](https://fr.wikipedia.org/wiki/F%C3%A9minisme) à la suite d'une proposition de [Clara Zetkin](https://fr.wikipedia.org/wiki/Clara_Zetkin) en août 1910. L'[Internationale socialiste des femmes](https://fr.wikipedia.org/wiki/Internationale_socialiste_des_femmes) célèbre le [19](https://fr.wikipedia.org/wiki/19_mars)[mars](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mars_1911)[1911](https://fr.wikipedia.org/wiki/1911) la première Journée internationale des droits des femmes et revendique le [droit de vote des femmes](https://fr.wikipedia.org/wiki/Droit_de_vote_des_femmes), le droit au travail et la fin des discriminations au travail[.](https://fr.wikipedia.org/wiki/Journ%C3%A9e_internationale_des_femmes#cite_note-ONUorigines-2)

Cette journée nous invite donc à mesurer les avancées mais aussi et surtout à pointer ce qu’il faut améliorer voire ce qu’il faudrait réaliser, créer, pour répondre véritablement et durablement aux nombreux besoins en matière d’égalité. D’ailleurs c’est ce que font toutes les associations, leurs représentant-e-s et leurs adhérent-e-s, œuvrant pour **Une égalité des droits, utile au progrès de la société toute entière !**

C’est dans ce cadre que je me suis opposée à l’absence de délégation à part entière, ainsi qu’à la suppression de l'Observatoire des Droits des Femmes au Département. Car remplacer cet outil de diagnostic et d’action par celui des discriminations ne fait pas le compte ! Je regrette que cette proposition noie l'ensemble des discriminations liées au genre avec les discriminations liées au handicap, à l’origine, l’âge, l’orientation sexuelle, l'accès aux soins, l'emploi, la précarité. **Les femmes ne sont pas une minorité.**

Il faut bien être conscient que tant que les mentalités n’évolueront pas, tant que l’égalité ne sera pas une réalité concrète, les femmes continueront de subir la domination, la distribution inégalitaire du pouvoir et des places dans la société. Et notre institution doit être un outil pour aider à cette avancée en décidant de faire de cette question une grande cause départementale et en décidant de toutes les actions transversales et nécessaires **pour combattre cette inégalité, véritable entorse permanente à la devise de notre république, Liberté- Egalité- Fraternité.**

Dans ce cadre nous ne pensons pas que la remise de diplômes aux femmes méritantes soit au niveau de la situation. Après le moment beauté et détente l’année dernière, reconduit cette année pour le personnel féminin, la récompense au mérite cette année !

Le Conseil Départemental, malgré les baisses de dotations, peut et doit faire avancer le droit et l’égalité en prenant des engagements concrets auprès des personnels (formation, égalité de traitement…) mais aussi au quotidien dans les actions qu’il mène (communication, insertion, création d’un observatoire sur les violences conjugales et de centres d’hébergement…

De la même manière je suis très attentive au débat national, avec mes ami-e-s du groupe nous avons refusé la «  loi travail » chère à Macron qui a renforcée les inégalités, je m’oppose fermement aux propositions de Fillon qui pense que nous n’avons pas droit à l’IVG et qui veut supprimer 500 000 postes de fonctionnaires et au Front national qui veut nous renvoyer à la maison.

Alors en ce 8 mars, comme au quotidien, avec les élu-e-s du groupe Communistes et Partenaires je serai de tous les débats et de toutes les luttes porteuses de propositions concrètes pour faire grandir l’EGALITE pour tous.